

tenter de la faire marcher au rebours du bon sens, et risquer de la jeter, désemparée, dans les pires aventures? N'était-il pas évident, enfin, que porter un défi si violent aux consciences, en combattant les croyances et les œuvres catholiques, c'était semer la discorde au sein des populations et entretenir dans le pays de perpétuelles discussions?

On l'a voulu faire, avec plus de faiblesse peut-être que de perversité de la part des gouvernants; car le mot d'ordre leur venait de plus bas, et ils n'étaient bien souvent, à ce point de vue que les instruments passifs des Loges. On l'a voulu faire, sans souci des avertissements les plus graves, en dépit des événements les plus significatifs; et il n'a pas fallu un quart de siècle pour nous mettre en face de l'inévitable conséquence: des divisions profondes et irréductibles qui troublent le pays, qui l'absorbent, qui l'épuisent et menacent de le réduire à une définitive impuissance.

Il y a sans doute des motifs multiples à cette désunion; mais la cause principale qui se retrouve, si l'on y regarde de près, au fond de toutes les autres, c'est la question religieuse, parce que l'on a poussé jusqu'à l'outrance et sur tous les terrains, contre les institutions et contre les personnes, cette guerre officielle à la religion et aux catholiques. Vous en avez suivi toutes les phases, nos Très Chers Frères, il serait superflu de les rappeler ici; vous en avez ressenti tous les coups.

Et pourtant, elle n'est pas dans l'essence des choses; car il n'y a aucune affinité nécessaire entre le régime républicain et l'irreligion. L'attitude si nette du Souverain Pontife à l'endroit du gouvernement de la République en est une preuve manifeste. Bien au contraire, s'il est, entre tous, un régime politique qui, de sa nature, repose sur le respect des opinions et des libertés individuelles, c'est bien celui-là.

En Allemagne, l'Etat est protestant; la religion officielle, c'est le protestantisme, et l'on s'étonnerait moins de voir les catholiques, qui ne sont encore qu'une minorité dans la nation, en butte aux tracasseries, aux rigueurs du pouvoir. Mais non, le *Kulturkampf* n'a pas duré. Ils ont, en tant que catholiques, des droits que le gouvernement protège, des croyances que le souverain respecte.

Tandis que chez nous, en pays catholique, sans que puisse être invoquée la raison d'Etat, puisqu'il n'y a plus de religion officielle, c'est la foi de la presque unanimité des citoyens qui est persécutée. Les catholiques, comme tels, sont traités en suspects. On a édicté contre eux toute une série de mesures d'exception qui finit par constituer une législation spéciale, restrictive à leur égard de la liberté et du droit commun. Si tout accès aux fonctions publiques ne leur est pas encore légalement fermé, c'est un fait qu'ils sont systématiquement écartés de la plupart. Et, malgré le détriment qui en résulte pour le pays, malgré le désaveu des républicains sincères, cette politique d'hostilité se poursuit, d'année en année, avec précision, avec fermeté, sans que l'instabilité des ministères, si funeste aux autres affaires, la fasse jamais dévier d'une ligne.

Il n'en fallait pas tant, nos Très Chers Frères, pour expliquer